



Rencontre de presse
du directeur Michel Sarrazin

Bilan estival 2004

Le 6 octobre 2004

Évolution de la criminalité

FAITS SAILLANTS

Les données sur la criminalité de violence des postes de quartier 20, 21 et 22 révèlent que depuis 2001, pour la période de juin à septembre, les crimes de violence ont diminué. Ainsi, en 2001 nous avons enregistré 1015 événements, 1012 en 2002, 995 en 2003 et 864 en 2004.

Toutefois, ce que nous notons et c'est ce que nos policiers constatent sur le terrain, de plus en plus de jeunes sont armés de couteaux, de revolver ou encore de machettes et que ces armes sont utilisées de façon inconsidérée.

Les coups de feu tirés au centre-ville cet été par des individus illustrent cette nouvelle problématique.

Nous comprenons que des événements comme la fusillade au centre-ville cet été portent atteinte au sentiment de sécurité de la population.

La visibilité policière où les policiers, depuis le début de l'année, doivent obligatoirement effectuer 10 journées de patrouille à pied, contribue à augmenter le sentiment de sécurité.

La création de projets spéciaux comme STORM (PDQ 20) et SURSIS (PDQ 21), la mise sur pied de groupes d'intervention locaux (GIL) avec le support de d'autres unités, font partie des actions entreprises pour contrer cette violence au centre-ville de Montréal.

RÉSULTAT

Les dernières données de Statistiques Canada sur la criminalité au pays révèlent qu'il y a une augmentation de crimes violents chez les jeunes de moins de 35 ans.

Vol qualifié à la bijouterie Birks

FAITS SAILLANTS

Au cours de l'été des individus commettent à 2 reprises des vols audacieux dans des succursales de la bijouterie Birks. Le même modus operandi était remarqué dans le cas de 2 autres vols commis dans des succursales différentes.

Deux vols avaient eu lieu dans le secteur ouest au cours des mois juin et juillet et deux autres dans le secteur nord au cours des mois de février et juin.

Les voleurs armés se présentaient en plein jour dans des succursales et faisaient main basse sur des quantités importantes de bijoux et d'objet de valeur.

Au mois d'août, la Section des enquêtes criminelles de la région Ouest du Service de police de la Ville de Montréal a procédé à l'arrestation de plusieurs individus à la suite de vols d'importance qui avaient été commis dans ces bijouteries.

RÉSULTAT

Les policiers ont arrêté 9 personnes. Deux ont été accusées de vols et les 7 autres de recel de marchandise volée.

Les policiers ont également saisi du matériel dont des bijoux subtilisés lors des vols pour une valeur approximative de plus de 100 000 \$.

La collaboration du public, et l'offre d'une récompense de 10 000\$ offerte par Birks, ont contribué à la réussite de cette opération.

Agresseur sexuel

FAITS SAILLANTS

Cinq jeunes femmes ont été agressées sexuellement.

En juillet dernier, une jeune femme a été agressée par un individu. Au cours des semaines suivantes, 4 autres événements sont rapportés par des femmes.

Un homme interpelle ses victimes avec une question anodine (demande de renseignement, d'argent, autres) et profite du fait que ses victimes lui répondent pour les entraîner de force dans un lieu sombre afin de les agresser.

De nombreux services d'ordre ont été déployés par le SPVM (dont une présence policière accrue).

Plusieurs partenaires dont Jeunesse au Soleil ont pris part à la campagne de sensibilisation et aux actions de surveillance.

Enfin, la population a communiqué plus de 500 informations aux policiers.

Le travail acharné du SPVM et les informations pertinentes données par les citoyens ont permis de traduire en justice une personne accusée d'avoir commis ces agressions sexuelles.

Quoique le suspect soit sous les verrous, le SPVM rappelle aux femmes qu'en tout temps elles doivent adopter des comportements sécuritaires lorsqu'un inconnu les aborde.

RÉSULTAT

Le mardi 17 août, les policiers du SPVM procédaient à l'arrestation d'un individu qui fait face à 7 chefs d'accusations dont celui d'agression sexuelle armée et celui de vol qualifié.

Incendies criminels

FAITS SAILLANTS

L'été 2004 a été le théâtre d'un plus grand nombre d'incendies qu'en 2003.

Pour l'année 2003, nous avons répertorié 714 incendies. Pour 2004, nous en dénombrons jusqu'à maintenant 809 incendies, soit une augmentation de 13%.

Les décès reliés aux incendies sont plus élevés en 2004 avec 24 alors qu'en 2003, 12 étaient recensés.

Pour l'été 2004, nous avons enregistré 27 incendies particulièrement concentrés dans les secteurs desservis par les postes de quartier

- 22 (Ville-Marie);
- 35 (Petite Patrie Est);
- 37 (Plateau Mont-Royal Nord-Est);
- 38 (Plateau Mont-Royal Sud-Est);
- 44 (Rosemont Sud-Ouest).

Le modus operandi du ou des suspects consiste à :

- mettre le feu à des détritiques qui s'amoncellent;
- ou mettre le feu dans des voitures.

Le SPVM a mis sur pied une équipe d'enquêteurs appuyés dans leurs démarches par les policiers des postes de quartier concernés. Dans le but de ne pas offrir d'occasion à un incendiaire, les arrondissements ont été invités à nettoyer les ruelles et les endroits susceptibles d'attirer un incendiaire recherchant des cibles potentiels pour commettre des actes criminels. Nos unités de prévention dans les Centres opérationnels ont également été mises à contribution. Le public a été invité à communiquer des informations par l'entremise d'Info-crime.

Mentionnons que le dossier a été géré conjointement avec le Service de sécurité incendie de Montréal et la Ville de Montréal.

RÉSULTAT

Jusqu'à maintenant, aucun suspect n'a été arrêté et le SPVM poursuit son enquête. Nous comprenons l'impact de ces incendies sur le sentiment de sécurité de la population et nous mettons tout en œuvre pour mettre la main au collet de l'individu ou des individus responsables. Le SPVM traite chacune des informations communiquées par la population et nous invitons les citoyens à nous fournir de l'information par l'entremise d'Info-crime au 393-1133.

Itinérance et squeegees

FAITS SAILLANTS

Les phénomènes de l'itinérance et des squeegees soulèvent de nombreuses plaintes auprès de nos policiers au centre-ville, particulièrement en matière d'incivilités.

Ces plaintes portent sur des comportements agressifs ou incivils, sur le harcèlement des passants et la sollicitation sur la chaussée. Les gens s'inquiètent de la présence de chiens sans laisse, de la violence verbale entre itinérants, des bagarres, de bousculades ou encore l'abandon d'objets de toutes sortes (ordures, défécations canines, etc.). Certains itinérants éprouvent aussi des problèmes de santé mentale et de toxicomanie. Voilà quelques unes des particularités qui accompagnent ces phénomènes sociaux propre à un milieu urbain.

Pour aborder ces phénomènes, les commandants des postes de quartier concernés ont développé un plan d'action qui met à contribution des partenaires comme l'arrondissement et des organismes communautaires. Nos interventions se font de façon graduelle dans le but de rehausser le sentiment de sécurité.

Nos actions s'appuient sur 3 axes : éducation, prévention et répression.

À titre d'exemple, le poste de quartier 21 a dégagé 2 policiers dont le mandat est d'établir des liens avec les itinérants et les squeegees. Ils doivent les sensibiliser aux répercussions de leur comportement et, lorsqu'il y a récurrence, ils émettent des constats.

Nous intervenons auprès des récidivistes et de ceux qui refusent de coopérer.

RÉSULTAT

Au cours de l'été, nos policiers ont émis quelque 600 constats à des jeunes, et ce, après trois avertissements.

Projet Robot Cam

FAITS SAILLANTS

Le projet Robot Cam consiste à installer des caméras de surveillance sur le tronçon le plus criminalisé de la rue St-Denis du PDQ 21.

Ce projet est fait en partenariat avec le Conseil de prévention du crime de Montréal, New Logic Canada, DIDAC St-Denis et l'arrondissement Ville-Marie.

À la suite de rencontres avec les commerçants, des citoyens et l'arrondissement Ville-Marie, le commandant, Johanne Paquin du PDQ 21, a soumis à la Direction régionale un projet d'installation de caméras de surveillance sur la rue St-Denis afin d'y contrer le trafic de stupéfiants.

Objectifs du projet : Dissuader les revendeurs et consommateurs de drogues qui exercent leurs activités illégales sur la rue et améliorer le sentiment de sécurité.

Nous avons convenu d'appliquer l'ensemble des règles édictées par la Commission d'accès à l'information en matière de caméras de surveillance sur le domaine public. Ainsi, à titre d'exemple, il n'y avait aucune personne d'assise en permanence devant le moniteur qui retransmet les images captées par le balayage des caméras.

Ces images ne peuvent être utilisées pour amorcer une enquête, mais pourraient être utilisées en preuve complémentaire à la Cour accompagnant un dossier de trafic de stupéfiants.

Cette démarche peut apparaître contraignante, mais elle répond aux exigences des tribunaux en matière de preuve. Au cours de l'été, les images captées ont été utilisées à cinq reprises pour des événements non reliés au trafic de stupéfiants.

Ce projet s'accompagne d'un plan de débordement afin de contrer le déplacement des revendeurs dans les rues avoisinantes.

Des policiers à pied ont été affectés à la réalisation de ce plan de déploiement. Ils étaient supportés par le groupe d'intervention, le MAS Sud, la Cavalerie et de l'unité Prévention et Intervention jeunesse.

Projet Robot Cam

RÉSULTAT

L'étude de ce projet n'est pas complétée. Toutefois, nous avons entendu les marchands de ce secteur qui soutiennent que la situation s'est nettement améliorée avec la présence de caméras. Des citoyens considèrent qu'ils étaient moins harcelés cet été. L'analyse du projet devrait être terminée pour la fin du mois d'octobre.

Parmi les critères qui seront évalués, il y a le déplacement de la criminalité de même que son impact sur nos données et aussi la pertinence d'avoir une personne devant le moniteur qui reproduit les images captées. Il faut également rappeler que la Commission d'accès à l'information n'a pas encore terminé l'évaluation de ce projet.

Exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales

FAITS SAILLANTS

En matière de lutte à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (ESEC), le SPVM mise sur une stratégie complète qui implique à la fois la répression et la prévention. Il a mis sur pied une équipe multidisciplinaire à qui il a donné entre autres comme mandat, de protéger et d'assurer la sécurité des enfants et de prévenir les crimes d'exploitation sexuelle juvénile et est responsable des enquêtes en cette matière. Le projet Orion et l'opération Persée ont été menés par cette équipe.

RÉSULTATS

Projet Orion

En juillet dernier, l'équipe ESEC a mené le projet Orion. L'objectif visé par cette opération a été de mettre fin aux activités d'un groupe d'individus qui exploitaient sexuellement des jeunes filles. Plus précisément, leurs activités consistaient à recruter des filles mineures en vue de les impliquer dans des activités de prostitution.

Dans le cadre de cette opération, les policiers ont procédé à l'arrestation de six personnes. Celles-ci font face, entre autres, à des accusations de proxénétisme de complot et trafic de stupéfiants. En tout une cinquantaine d'accusations ont été portées contre elles.

Tout au cours de l'enquête Orion, les victimes ont été retirées du milieu.

Opération Persée

En septembre, le SPVM a mené l'opération Persée. Le principal objectif visait la protection de mineures en agissant sur le volet de la prévention et de la dissuasion, notamment. Cette opération consistait à visiter simultanément 25 établissements licenciés ciblés pour vérifier la présence d'employées mineures.

Nous sommes heureux de constater que ces établissements licenciés étaient conformes à la loi. *Les policiers n'ont identifié aucune mineure. Sept personnes ont été arrêtées : 4 pour mandat et une en vertu des lois sur l'immigration.*

Phénomène des gangs de rue

FAITS SAILLANTS

CONTEXTE

Phénomène complexe qui fait référence à plusieurs facteurs sociaux ce qui demande une concertation et une vigilance de l'individu, de la famille, de l'école et de la communauté en général. C'est une responsabilité partagée.

Phénomène qui s'inscrit dans une plus large problématique jeunesse et gangs de rue (incivilités, taxage et intimidation, moralité juvénile, mendicité, itinérance, fugues, délinquance en général).

Ce phénomène existe dans toutes les grandes villes nord-américaines et est pris au sérieux à tous les paliers gouvernementaux et par l'ensemble des services policiers.

Une coordination existe à plusieurs niveaux : entre nous et les Centres jeunesse de Montréal; par l'unité Sans frontières, par la vigie provinciale dont nous avons la coordination; par la participation aux travaux d'un groupe fédéral, provincial et territorial mandaté pour dresser le portrait national.

Pour obtenir des solutions bénéfiques durables, l'approche en concertation et en partenariat combine la recherche, la prévention, la répression et la communication.

Le SPVM prend très au sérieux la problématique des gangs de rue et la préoccupation de la population. Les gangs de rue sont les organisations qui ont le plus d'impact sur le sentiment de sécurité de la population. Depuis l'implantation de la police de quartier, la proportion de résidents jugeant qu'il y a des problèmes de gangs de rue dans leur quartier est grandissante, passant de 28 % à 36 %.

Nous mettons tout en œuvre pour préserver le sentiment de sécurité des citoyens, et pour ce faire, nous nous associons des acteurs institutionnels et communautaires.

Phénomène des gangs de rue

CONTEXTE (suite)

Définition validée en 1991 par le Service canadien de renseignement criminel et révisée en 2003, conjointement avec le ministère de la Sécurité publique du Québec :

Le gang de rue est un regroupement plus ou moins structuré d'adolescents ou de jeunes adultes qui privilégie la force de l'intimidation du groupe et la violence, pour accomplir des actes criminels dans le but d'obtenir pouvoir et reconnaissance et /ou de contrôler des sphères d'activités lucratives.

Pourquoi appartenir à un gang ? Gain économique rapide, protection, appartenance, pouvoir, valorisation et territoire. L'affiliation à un gang est le plus souvent transitoire et passagère.

Les gangs sont mobiles et ont un niveau d'organisation complexe, parfois comparable à celui de certaines organisations criminelles. Ils commettent les crimes de façon très changeante et diversifiées. Même les plus organisés sont désorganisés comparativement au crime organisé. Les membres et les relations ne sont pas toujours formellement assujettis à un leader.

La grande majorité des regroupements de jeunes ne sont pas des gangs de rue. Il ne faut pas confondre. Moins de 1 % des jeunes commettent des actes criminels.

La forte médiatisation des activités des gangs de rue comporte un risque soit celui d'exercer un pouvoir d'attraction sur les jeunes qui souhaiteraient adhérer aux valeurs et aux activités de gangs de rue.

Nous estimons qu'il y aurait une dizaine de gangs majeurs à Montréal. Il est difficile de relever le nombre de gangs émergents.

Bandes de jeunes : juvéniles, infractions mineures, peu structurés. Demandent surtout des mesures préventives et de sensibilisation.

Gangs émergents : adolescents, activités récurrentes, un peu plus structurés, recrutement actif. Demandent de la prévention et de la répression.

Gangs majeurs : adultes et adolescents, criminalité de plus haut niveau, violence ciblée. Demandent surtout de la répression.

Activités : trafic d'armes et de drogues, prostitution juvénile, vols, prêt usuraire, extorsion, recel.

Phénomène des gangs de rue

ÉVÉNEMENTS

Depuis le début août, neuf événements isolés sont reliés aux gangs de rue et concernent soit des victimes ou des suspects. Il s'agit d'agressions armées, de menaces ou de voies de fait.

RÉSULTATS

De juin à septembre 2004, nous avons procédé à 98 opérations policières, effectué 322 arrestations ce qui nous a permis de saisir 30 armes à feu, près de 200 000 \$ et des drogues telles que de la cocaïne, des roches de crack, de la marijuana, des plants de cannabis, des comprimés d'ecstasy et d'amphétamine.

De ces opérations, l'unité mixte Sans frontières, créée en 2003 et à laquelle participent la GRC, la SQ, les Services de police de Laval et de Longueuil a mené 11 opérations et procédé à une quarantaine d'arrestations. Elle a saisi quelque 17 000 \$ et divers stupéfiants.

PRÉVENTION

Les activités de prévention ont visé à préserver le sentiment de sécurité. À titre d'exemples :

- PDQ 4 (DDO) : Projet Espoir Tournoi de basket-ball avec des jeunes de 12 à 17 ans.
- PDQ 16 (Verdun) Projet Intervenant de proximité jeunesse dont l'objet est de faire connaître les ressources disponibles aux jeunes et aux parents pouvant améliorer leur qualité de vie et développer l'estime de soi.
- PDQ 6 Projet Savoir faire avant le secondaire. Il consiste à sensibiliser les jeunes de 12 à 15 ans sur l'intimidation, le suicide, drogues et alcool ainsi que la prostitution juvénile.
- PDQ 23 (Mercier Hochelaga) projet D'la place pour tous – Aménagement d'un espace adapté aux besoins des adolescents, leur permettant de rencontrer d'autres jeunes et d'exécuter des activités sportives en toute sécurité
- PDQ 25 (Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce) Projet NOVA, partenariat entre les ressources communautaires et SPVM permettant la présence de travailleurs de rue auprès des jeunes du quartier.

Phénomène des gangs de rue

PRÉVENTION (suite)

- PDQ 42 (Saint-Léonard) Projet Prostitution juvénile et gang de rue. Présentation de la pièce de théâtre Le Prince serpent qui a pour objet de sensibiliser les jeunes filles au phénomène de la prostitution juvénile.
- PDQ 45 (Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est) Projet Intervention jeunesse RDP, il consiste à intervenir auprès des jeunes 14 et 25 ans fréquentant les endroits publics comme les parcs.
- D'autres projets de rapprochement ont également été réalisés à Montréal-Nord/Anjou et dans le Sud-Ouest.

PERSPECTIVES :

En vue de :

- Diminuer la formation et les activités criminelles des gangs de rue en établissant des mesures coercitives et préventives intégrées à l'ensemble des activités policières;
- Faciliter l'échange d'information pour actions cohérentes;
- Sensibiliser le réseau d'intervenants pour développer des solutions durables;
- Développer des outils d'information :

Nous avons mis en place un comité de coordination et des équipes multidisciplinaires dans chacun des services à la communauté et à la Division du crime organisé. Toutes les unités reliées à la recherche et au développement, aux affaires juridiques, aux communications, à la planification opérationnelle, pouvant les appuyer, sont mises à contribution.

La mise sur pied de ces équipes est guidée par quatre axes de travail soit la recherche, la prévention, la répression et la communication.

Tout ce travail s'accompagne d'activités de prévention et d'information auprès de nos partenaires dans la communauté.

Phénomène des gangs de rue

MESURES À PRENDRE

Briser le silence. Transmettre des renseignements à Info-crime au 393-1133 ou pour urgence au 9-1-1. Les victimes et les témoins refusent le plus souvent de donner de l'information, le délai des enquêtes s'en trouve donc augmenter.

Mais aussi inciter les jeunes à parler et à s'informer sur le phénomène.

Demander de l'aide auprès de l'agent sociocommunautaire de son poste de quartier, des CLSC ou d'organismes de ressources-jeunesse.

Vigilance des parents, des éducateurs et des intervenants car il s'agit d'intervenir le plus précocement possible.

Sensibiliser les jeunes aux moyens qu'ils peuvent prendre pour éviter d'être intimidés ou recrutés.

Communiquer avec son poste de quartier afin de connaître les ressources et les programmes disponibles tel « Connais-tu ma gang ? »

Optimisation de la police de quartier

FAITS SAILLANTS

Nous avons mis en place des mesures pour améliorer notre police de quartier en 2004. Nous avons intitulé ce projet l'Optimisation de la police de quartier et ce, afin de mieux répondre aux attentes de la population.

Sondage

Pour mesurer la satisfaction des citoyens à l'égard de ces mesures, il nous importait d'effectuer un sondage en décembre 2003 auprès de la population. Quatre mille personnes ont été sondées. Cet exercice sera répété dans quelques mois pour évaluer les progrès accomplis.

Résultats :

Au chapitre du sentiment de sécurité, 92% des gens considèrent leur quartier sécuritaire et la proportion des résidents se disant inquiets de marcher seuls le soir dans leur quartier a diminué depuis 1997 (41% en 1997, 45% en 2001, 37% en 2003).

Les problèmes d'incivilités (vandalisme, malpropreté et de graffitis, bruit, flânage) sont perçus comme un problème dans le quartier.

La préoccupation quant au danger relié à la circulation dans leur quartier s'est accrue depuis 1996-1997 (de 50% à 59%).

Par ailleurs, 56% des citoyens disent ne pas être suffisamment informés au sujet de la police dans leur quartier.

L'appréciation générale était en décembre 2003 de 76%.

Préoccupations des citoyens exprimées sur notre site Internet :

Parmi les plaintes reçues cet été sur notre site Internet, 27 plaintes peuvent être séparées en deux catégories : la sécurité routière (signalisation non respectée, vitesse excessive, manque de civisme, traverses de piétons, cyclistes) et les incivilités (itinérance, squeegees, gans de rue, bruit, vendeur de stupéfiants, prostitution). Il y a donc cohérence quant au niveau de préoccupations des citoyens.

Optimisation de la police de quartier

Nos réalisations

Les incivilités

Nous avons priorisé le traitement des incivilités pour nous permettre en 2004 de les identifier et poser un diagnostic local. Nous n'avions pas de mécanismes nous permettant d'avoir un portrait précis de la situation afin d'agir efficacement.

Résultats

Les infractions les plus importantes ont trait à :

- La consommation d'alcool et/ou drogue sur la voie publique
- La présence de prostitué(e) et sollicitation
- Graffitis
- Attitude dérangeante de mendiants et d'itinérants
- Attitude dérangeante des squeegees
- Bruits

La visibilité policière

Nous avons développé un plan de visibilité en indiquant notamment aux policiers d'effectuer 10 jours de patrouille à pied annuellement, soit 20 000 jours au total.

Résultats :

Compiler des heures de patrouille à pied est une chose mais nous nous sommes préoccupés de la perception des citoyens. Est-ce que les citoyens ont vu nos policiers? A ce chapitre, nous avons observé une hausse de 5 à 16% alors que nous visions 10%. Nous sommes satisfaits de ces résultats.

La visibilité a pris aussi plusieurs formes : cadets et policiers en vélo, patrouille nautique, patrouille dans les parcs avec véhicule électrique, etc.

L'ajout d'un enquêteur dans les postes de quartier

Chacun des postes de quartier compte maintenant un enquêteur ce qui permet un service plus rapide en matière d'enquête, la résolution de problèmes, une plus grande efficacité en plus de faciliter les liens entre les postes et les unités spécialisées.

La structure

Une nouvelle structure a été mise en place pour assurer un meilleur suivi et une meilleure supervision. La mise en place des services à la communauté dans les quatre régions du territoire permet le rapprochement avec la population et facilite la prise de décision puisqu'ils ont l'autorité pour intervenir directement.

La sécurité routière

FAITS SAILLANTS

Contexte

La sécurité routière et la circulation sont au cœur des préoccupations de la population montréalaise. Les sondages effectués par le Service de police de la Ville de Montréal font constater que 59 % des Montréalais jugent qu'il y a du danger relié à la circulation automobile dans leur quartier et que 52 % d'entre eux sont d'avis que les limites de vitesse ne sont pas respectées.

Les conducteurs de véhicules routiers partagent la route avec des piétons, des cyclistes, des patineurs à roues alignées qui sont particulièrement vulnérables lors d'une collision.

La présence d'agents de quartier sécurité routière dans chacun des postes de quartier permet d'établir un partenariat privilégié avec les comités de circulation des arrondissements et favorise l'utilisation de stratégies impliquant l'éducation, l'aménagement du réseau et la coercition.

Résultats

En regard de la rentrée scolaire, les quelque 727 opérations tenues aux abords des écoles, les trois premières semaines de septembre 2004, 6147 constats ont été émis pour vitesse et 2796 pour diverses autres infractions au Code de la sécurité routière. C'est une augmentation de 70 % de constats émis comparativement à l'année 2003 où 3924 constats ont été émis pour vitesse et 1337 constats pour autres infractions. En plus des constats émis, le succès de l'opération rentrée scolaire est attribuable aux 220 rencontres d'échanges d'information avec les directions d'école de même que les 338 rencontres de travail avec les brigadiers scolaires.

Les données préliminaires fournies par la Société de l'assurance automobile du Québec indiquent que le nombre de décès sur les routes de Montréal, depuis janvier 2004, a diminué de 21 %, soit 30 décès en 2004 comparativement à 38 décès en 2003. Toutefois, on constate que des 30 décès, 15 concernaient des piétons soit le même nombre que l'an dernier. Sept de ces piétons étaient en infraction, soit en traversant ailleurs qu'à une intersection, soit face à un feu rouge. Également, on constate une baisse de 14 % au niveau des collisions avec blessés. Enfin, toutes catégories confondues (décès, avec blessés graves ou légers, matérielles), les collisions sont en baisse de 7,6 %.

La sécurité routière

Depuis le début de 2004, on dénombre 226 113 constats émis pour infractions en mouvement et en stationnement, soit sensiblement le même nombre que celui de l'année dernière. De ce nombre, plus de 40 000 constats ont été émis pour infractions liées à la vitesse.

En regard des piétons, plus de 1000 constats ont été émis depuis le début de l'année 2004. Les infractions les plus couramment observées sont le non respect du feu rouge ou du feu pour piétons ainsi que le fait de traverser ailleurs qu'à une intersection.

Au cours du mois d'octobre, le SPVM tient une opération piétons visant des mesures de sensibilisation et de coercition. À compter de l'année prochaine, le SPVM mettra en vigueur un plan quinquennal visant les comportements à risques des piétons et des automobilistes envers cette clientèle vulnérable, en collaboration avec la Société de l'assurance automobile du Québec et différents services de la Ville de Montréal.

Perspectives

Le SPVM entend :

- accentuer les interventions auprès des piétons et des automobilistes non respectueux des clientèles vulnérables;
- renforcer les opérations de contrôle de la vitesse afin de réduire le nombre de collisions imputables à la vitesse;
- poursuivre les stratégies de lutte contre l'alcool au volant afin de réduire les accidents reliés à la capacité de conduite affaiblie;
- améliorer la fluidité du réseau, en identifiant avec ses partenaires, les correctifs à apporter aux situations problématiques.

Les services d'ordre

FAITS SAILLANTS

Au cours de l'été 2004, soit de juin à septembre, le SPVM a élaboré quelque 530 services d'ordre.

Les plus importants sont, les feux de la SAQ, le grand Prix de Montréal, la St-Jean-Baptiste, le Festival de Jazz, la Carifesta, Diverscité, la course Indy et le Marathon de Montréal. À ces activités, des centaines de milliers de personnes y ont assisté.

Ces activités mobilisent notre personnel en nombre important. C'est un service de support que nous devons offrir dans le cadre de ces activités. Elles représentent une ponction budgétaire de plus d'un demi millions de dollars. Plus de 5 000 policiers ont été affectés à ces services d'ordre.

RÉSULTAT

Bien que ces activités rassemblent des centaines de milliers de personnes, nous tenons à souligner le comportement civilisé des citoyens qui y assistent. Aucun incident majeur n'est à déplorer. Félicitations à la population et merci à nos policiers qui ont assuré la sécurité publique de ces événements.